



François Partant, *Que la crise s'aggrave !*
éditions Parangon, 2002, 205 p.

« L'homme est un loup pour l'homme. D'où la nécessité de le mettre en cage. Le salariat y contribue. L'État fait le reste. »¹

En 1978, c'est-à-dire quelques années après le premier choc pétrolier et le début de la crise qui secoua le capitalisme durant la deuxième moitié du XX^e siècle, François Partant publiait *Que la crise s'aggrave !* Il ne s'agissait pas là d'un titre à sensation imposé par l'éditeur pour vendre plus d'ouvrages, mais d'un cri d'espérance pour que les contradictions du capitalisme s'accélérent. La preuve serait faite alors que le marché n'est pas autorégulateur. Il doit nécessairement laisser la place à un autre modèle...

Cet ouvrage reste d'une telle actualité qu'il a été récemment réédité par les éditions Parangon en février 2002. Publication agrémentée par une préface de José Bové et une postface de Serge Latouche.

Déjà à cette époque François Partant met l'accent sur le pouvoir de domination de la synergie État-Marché.² Elle va imposer un modèle assurant sa propre reproduction par l'exploitation du travail. En effet, l'État obéit à la même logique que le capital qu'il est censé réguler. Il salarie et utilise le travail pour assurer son pouvoir et le pérenniser.

En développant une critique de la croissance illimitée et du modèle productiviste, l'auteur renvoie dos à dos capitalisme et stalinisme. Une troisième voie est à inventer. Elle doit s'inscrire dans une décroissance conviviale à l'abri d'un productivisme illusoire. Il n'y a rien à gagner à produire toujours plus. Par ailleurs, comment continuer à fonctionner

sur une planète qui exclut 4/5^e de l'humanité de ses préoccupations, dans un rapport Nord/Sud toujours plus inégal ?

Tout doit être remis en question avant que les fragiles équilibres écologiques et sociaux soient déstabilisés. Le texte trouve ici tout son intérêt pour agrémenter notre réflexion sur de nombreuses questions d'actualité.

Malgré cela, le pouvoir continue à faire la sourde oreille. Il y a tellement d'intérêts en jeu !

Il va même légitimer sa domination en instrumentalisant les sciences économiques. Elles vont devenir une science au service des puissants, une doctrine monolithique axée sur la légitimation des marchés. C'est-à-dire un ensemble de croyances non fondées qui maintiennent la population dans l'ignorance et la soumission. Le pouvoir en place utilise la compétence et la légitimité des économistes pour imposer un modèle qui pérennise sa domination.

Alors comment en sortir ? Par la violence ? Non, dans les pays où le pouvoir de la synergie État-Marché est immanent, cela s'avère inefficace. En effet, dans les sociétés embourgeoisées, la violence accentue les conservatismes. Elles vont attribuer leurs difficultés non à l'ordre établi mais à ceux qui le troublent. La violence déplace toujours le débat dans le camp de l'adversaire du pouvoir légitime. Ce débat centré sur l'insécurité est celui que le pouvoir aura le plus de chance de gagner avec un large consensus puisqu'il est officiellement le seul à pouvoir garantir la sécurité des citoyens.



La solution réside bien plus dans la dynamique des acteurs. En effet, ici ou là de nombreuses expériences sont en marche. Aucun pouvoir ne peut venir à bout d'une société qui refuserait de jouer le jeu. L'homme est un être inachevé, en devenir... Ce qu'il peut mettre en place n'est pas à chercher dans son passé. Son futur est à inventer.

D'autres mondes sont possibles.

Claude Llena

1. Extrait de la page 65. François Partant y

La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis 1848-1922

Paris, Éditions de l'Atelier, Les Éditions ouvrières, 2002, 431 p.

Le travail herculéen de Michel Cordillot sur les militants français aux États-Unis vient d'aboutir à un ouvrage indispensable à toute bibliothèque intelligente. Livre de référence, fruit d'un dépouillement d'archives quasi introuvables, il promène son lecteur de découverte en découverte. Celui-ci découvrira des figures majeures, oubliées, du mouvement social, notamment parmi les anarchistes ou ceux qui en étaient proches : Marie-Louise David-Huleck, Edouard David, Victor Drury, Louis Goaziou et, bien sûr, Joseph Déjacque. Les quarante-huitards, les communards exilés sont là, mais aussi bien d'autres, comme ce Clément Duval dont Marianne Enckell a publié les *Mémoires*.

Les mille biographies (l'auteur dispose encore des éléments pour plus de quatre mille autres !) constituent un événement majeur de l'histoire du mouvement, car au-delà des idées il contient des renseignements inestimables sur les personnes, les groupes, les relations et les influences. Au-delà d'un mouvement social franco-français, il ouvre la voie à des études vrai-

démontre comment, grâce au salariat, le corps social est intégré au système. La division du travail impose une spécialisation, et le salaire perçu en contrepartie de l'effort productif légitime l'insertion dans la logique de la consommation. C'est ainsi que l'homme a perdu sa capacité d'autonomie et qu'il a dû se soumettre à la logique marchande.

2. J.-L. Laville, *l'Économie solidaire. Une perspective internationale*. Desclée de Brouwer, 1996.

ment transnationales, qui permettront de mieux savoir quelles idées sont propagées et comment.

Cette étude pose aussi des questions cruciales, qu'il faudra bien un jour aborder : les migrations des militants dans l'espace mais aussi au sein des divers mouvements sociaux : ce n'est sans doute pas un hasard si un nombre impressionnant de ceux-ci conclut son parcours dans le parti socialiste américain.

Beaucoup de ces émigrés, proscrits ou réfugiés avaient été oubliés, ou leurs biographies contenaient un nombre considérable d'inexactitudes et d'omissions. Ce nouveau volume de *l'Encyclopédie Maitron*, dont on trouvera les détails sur le site du même nom <<http://www.maitron.org/maitron/Dico/indba1.htm>>, corrige toutes ces erreurs et offre également une intéressante iconographie. Il faut redécouvrir tous ces journaux, ces pièces de théâtre et ces essais rédigés outre-Atlantique !

Ronald Creagh



Alison Blunt, Jane Wills

Dissident Geographies. An introduction to radical ideas and practice

London, New York, Paris, etc. : Prentice Hall (Pearson Education), 2000

ISBN 0 582 29489. 212 p. Ill. couverture de Clifford Harper

« Quand un éthologue homme emploie le mot "domination", ce mot est connoté de rapports de force, de compétition, de prise de pouvoir dans un espace privilégié, alors que, lorsqu'une éthologue femme fait une observation sur les rapports de domination dans un groupe animal, ce même terme désigne un autre morceau de réel; c'est l'animal autour duquel se coordonnent le plus d'offrandes alimentaires, de structures affectives...

Résultat : un homme et une femme étudiant les rapports de domination au sein d'un même groupe d'animaux ne désigneront pas le même animal. »

La plus belle histoire des animaux,
par Pascal Picq, Jean-Pierre Digard,
Boris Cyrulnik et Karine Lou-Marignon,
Seuil, 2000.

Les éthologues, selon leur sexe, ne voient pas les animaux de la même manière. Il n'est donc pas interdit de penser que les géographes, selon leur sexe, leur statut social et leurs idées chéries, n'étudient pas les mêmes espaces et n'y voient pas les mêmes phénomènes. Aussi le présent ouvrage, rédigé par deux enseignants de l'université de Londres, ouvrira de nouveaux horizons à tous ceux qui s'intéressent aux géographies du savoir, et plus généralement aux personnes cultivées et même à celles qui prennent à cœur les événements politiques de la planète.

Les titres mêmes des chapitres sont éloquentes. Ils traduisent le souci d'initiation à une culture politique fondée sur un savoir varié : 1. « Le feu de la liberté : anarchisme et géographie »; 2. « Classe, capital et espace : les géographies marxistes »;

3. « La géographie s'incarne : géographies féministes de la sexualité »; 4. « Orientations sexuelles : les géographies du désir »; 5. « Décoloniser la géographie : perspectives postcoloniales ».

Chaque chapitre inclut une brève mais solide introduction aux divers courants politiques. Mais chaque sujet est vu sous un angle particulier : les courants anarchistes sont inscrits dans l'espace, les contributions des diverses générations marxistes à l'élaboration de la pensée géographique sont présentées, le mouvement de libération homosexuel est observé dans le contexte new-yorkais, etc.

Des encarts présentent des chronologies, des citations, et si parfois l'on peut discuter certains choix, regretter quelques oublis, par exemple la géographie culturelle des « pubs », on ne peut qu'envier les générations qui ont accès à un tel enseignement, et souhaiter au plus vite une traduction française de ce manuel bien illustré, qui se lit presque comme un album, c'est-à-dire avec le charme des découvertes.

R. C.





Christian Carle

la Société du crime, éditions de la Passion, Paris, 1996, 103 p.

1. Le tableau général

La société du crime est l'autre nom de la société occidentale. Bien que d'autres types de sociétés s'y soient essayées avec succès, aucune comme la société occidentale n'en a développé avec autant d'énergie le concept, n'a fait du crime permanent la condition même de son existence, n'a mieux réglé son ambition sur l'idée de crime parfait et total. Le crime parfait suppose en effet la parfaite dissimulation du crime. Les bourreaux sont souriants.

Sous sa forme externe, le crime se présente comme la mise à sac de la planète conçue comme l'ensemble des ressources naturelles et humaines. Sous sa forme interne, comme domestication des membres de la société en vue de leur participation au crime. Le crime déguisé en vertu; l'absence totale de principes érigée en principe; toute chose dissimulée en son contraire; la société du crime avance masquée. La société du crime fait le calcul que la vie des gens est plus rentable que leur mort : elle se décharge du soin de la domestication sur des organismes payés par les victimes elles-mêmes (système éducatif, armée, police, tribunaux, etc.). L'organisation de la société du crime reproduit le degré d'implication de ses agents dans le crime, selon une structure en pyramide : au sommet, les criminels proprement dits, à la base les collaborateurs forcés, bénéficiaires-victimes. Entre les deux, toute une gamme de fonctions techniques d'importance croissante en allant vers le sommet et liées à des objectifs de préparation, d'exécution, de dissimulation et de gestion du crime. Le degré de perfection est atteint lorsque seule devient crime, la révolte contre le crime.

Par le biais de la manipulation mondiale de l'information, il est aisé de présenter l'extinction des espèces comme leur préservation, et d'une manière générale présenter un monde abondant là où il est partout en voie d'épuisement. La force des illusions qu'engendre la société occidentale est la meilleure garantie, le véritable secret de sa réussite.

Rien ne parle mieux à l'individu que le mot liberté qui n'est pourtant que chimère d'esclave; seuls les esclaves rêvent de liberté... Le paysage est assassiné au nom du progrès. Le crime prend prétexte d'un prétendu intérêt général qui ne correspond plus à l'intérêt de la personne. L'odieux est atteint avec les inventions bucoliques des promoteurs (clos des Oliviers, allées des Roses, etc.) là où il n'y a plus que du béton. Tout est fait pour brouiller les pistes, introduire la confusion dans les repères. Provoquer l'effacement de la mémoire collective. Ce qui est conservé du passé l'est sous forme momifiée, destinée à entretenir une nostalgie de type folklorique et non à fournir des références critiques pour analyser le présent. Tout est fait pour que l'individu ne puisse rien commencer par lui-même, soit contraint de s'aligner.

C'est la mise au pas de l'humanité conformément à l'idéal de la société du crime : forcer les individus à payer tout ce qui les entoure et à élaborer en marchandises la totalité de l'univers. Existente ceux qui peuvent payer, les autres sont de trop...

Or à qui profite le crime? Manifestement pas à ses victimes, pas non plus à ses bénéficiaires-victimes pour qui les profits sont plus que compensés par le prix à



payer; pas même les principaux instigateurs : les bourreaux ne sont pour la plupart que d'honnêtes serviteurs du crime harassés de travail; le type humain dont le crime assure la promotion est, dans l'ensemble, dégénéré et à peu près inapte à la jouissance de soi. La société du crime réalise ainsi le prodige de n'être la société de personne : tout le monde la subit, personne n'y consent véritablement.

Il est admis comme allant de soi qu'il est avantageux d'y vivre, mais les éléments de comparaison proviennent de sociétés déjà dévastées par elle, et sont de ce fait sans valeur. Il n'y a pas le moindre choix, pas la moindre possibilité de discussion sérieuse des termes du contrat social, pas la moindre chance de disposer de sa vie autrement que dans les cadres imposés par la société du crime. Être ensemble dans ces conditions devient une calamité, un fléau. Les individus apprennent à vivre leur vie entière comme un mauvais moment à passer, ils s'organisent dans la régression : la télé, l'univers étriqué de la famille nucléaire et du boulot. Chacun se fait le bourreau de l'autre, il n'y a aucune raison de continuer et pourtant tout continue. La seule liberté consentie est l'évasion : on rêve beaucoup dans la société du crime. L'évasion laisse le réel intact, le changement est seulement mis en scène, auto-entretenu. Le monde devient superficiel, la consommation de signes, d'images, tend à occulter entièrement la signification de leur production.

Il est grand temps de libérer l'initiative et la parole. Plus on tarde à le faire, et moins il devient possible de l'imaginer, car il y a le risque qu'à trop tarder les individus en deviennent effectivement incapables. Partout déjà on sent pointer un conformisme, une volonté d'alignement, un manque de distance critique.

2. Le crime ordinaire

Le crime ordinaire, c'est le contraire du crime crapuleux. C'est un crime qui ne dit pas son nom, qui s'apparente à l'ordre des choses. Dans une société de masse, le grand nombre permet de se croire à l'abri du crime, du simple fait que statistiquement il arrive plus souvent à d'autres qu'à soi-même. Le caractère criminogène de cette société ne se révèle que lorsque le crime vous atteint vous-même, et c'est alors qu'il apparaît aux autres comme un accident. Après les grands crimes historiques (esclavage, invasion de l'Amérique et massacre des Indiens, génocides à répétition, etc.), on est passé au crime sociétal organisé par le capital qui expérimente de véritables programmes sur l'homme : chômage chronique, précarité, pollutions multiformes, effets sur les climats, etc. qui précipitent une part croissante de l'humanité occidentale vers un état de délabrement physique et moral sans précédent. Le discours libéral imprègne les mentalités dès l'enfance : être le meilleur, éloge de la réussite, des valeurs individuelles au détriment des valeurs collectives. Le stress s'impose aux hommes des villes, il signifie que les individus entrent dans un processus de sacrifice de soi, qu'ils acceptent de ne pas suivre leur sentiment naturel et quand leurs conditions de vie deviennent désespérantes, ils ne renoncent pas pour autant. Ils somatisent une réalité invivable, leur corps renonce mais la volonté est plus forte et le fait taire. C'est le début de la mort annoncée. Le coup de génie de la société du crime est de construire avec la collaboration active des individus la société totalitaire dont elle a rêvé.

3. L'individualisme

Paradoxalement, l'individualisme exacerbé des membres de la société du crime



débouche sur la négation de l'individu. Car, l'individu ne peut exister et progresser que grâce au collectif. Comme tous les collectifs sont en crise ou en cessation d'activité conformément à la volonté des individus eux-mêmes, on assiste à la mort de l'individu. Il se crée dans ces conditions ce qu'on pourrait appeler un culte du Moi sans Moi. Les individus fragilisés deviennent narcissiques : ils doivent sauver leur peau par tous les moyens. En ce sens, ils se comportent comme des enfants, petits monstres auto-satisfaits et imbus d'eux-mêmes auxquels on ne peut guère reprocher de reproduire précocement ce que tout le monde fait. Ils ont l'intelligence de reconnaître qu'un monde où règne l'arbitraire est un monde taillé à leur mesure. La parole enseignante a alors peu de prise car l'enfant est déjà tout ce qu'il peut être. Les codes sont brouillés, il n'y a pas de règles claires, et celles que l'on parvient à faire exister peuvent à tout moment être remises en cause, la personne adulte n'est plus la référence. Beaucoup ont du mal à trouver la bonne distance avec le prof et donnent l'impression de n'avoir jamais rencontré d'adultes ; peut-être n'ont-ils connu en effet que de grands enfants à peine moins désemparés qu'eux. Cela rend problématique leur relation à la loi et les oblige à construire eux-mêmes, dans la plus grande difficulté, les normes permettant de se structurer. Une société d'enfants n'est pas possible. Le résultat est le retournement de l'individualisme en son contraire : le conformisme.

4. La violence

Baudrillard : « La violence consiste en ceci que la demande et le désir des individus, qui est d'abord demande et désir de relations, est obligatoirement détournée en demande et désir d'objets, de biens et de services, c'est-à-dire en demande solvable.

L'individu est placé dans l'incapacité d'accéder à son propre désir, cela génère frustration et insatisfaction. La violence devient la seule réponse pour faire entendre les blessures des exclus du système. »

Toutefois, l'escalade de la violence sera récupérée par la société du crime : la peur qu'elle inspire amène les individus à se replier sur les valeurs sûres, la famille, le travail. N'étant plus rien que ce qu'ils ont, lorsque la violence des licenciements, de l'exclusion les atteint et que leur pouvoir d'achat se dégrade, ils subissent une perte d'identité, ils réalisent dans l'accablement qu'ils se sont reniés pour rien.

5. Le travail

Société du gaspillage, la société du crime gaspille d'abord l'énergie humaine : tout est fait pour empêcher la mise en place des collectifs de sorte que tout est fait pour que l'individu s'épuise à lutter seul contre des forces qui le dépassent.

D'une part l'individu est mis en avant alors que par ailleurs il est pulvérisé à la moindre velléité de résistance. Colère et envie sont amenées à se satisfaire par la consommation de biens et de services seule justification de l'effort productif. Jusqu'à une époque récente, la conscience de classe prolétarienne stimulée par les organisations de masse offrait une alternative aux monologues de la société du crime. Le déclin de la classe ouvrière et de ses structures collectives a laissé la place à un totalitarisme rampant qui façonne les salariés selon ses propres intérêts. Les formations professionnelles sont la plupart du temps adaptées au niveau technique mais incapables de proposer une analyse de société en vue de la modifier. Là où l'ouvrier forgeait sa conscience, beaucoup



d'individus actuels ne se définissent plus qu'en fonction de leur vie professionnelle et semblent s'ennuyer en dehors.

6. La culture

Il n'y a aucune culture dans la société du crime : il n'y en a que le spectacle (Guy Debord, *la Société du spectacle*). Ne peut être qualifié de culture que ce qui agit pour accroître la qualité des échanges entre les hommes, et entre eux et la nature. Ce n'est en rien que les œuvres soient de mauvaise qualité ni que les créateurs manquent de talent, simplement les œuvres s'avèrent impuissantes à modifier en quoi que se soit les rapports réels entre les hommes. Même les plus génialement subversives sont récupérées par la société du crime et sont données à consommer et non à vivre. Dans ces conditions, la culture devient simple production culturelle et secteur parmi d'autres de la production. La mode impose

ses lois aux créations de la culture comme à toute autre sphère de la consommation. Ce qui est en cause ce n'est pas la diffusion de la culture mais sa marchandisation.

7. Conclusion

La classe dominante a toujours su jouer de la peur de la mort pour effrayer les dominés : elle ou le chaos... Mais nous savons aujourd'hui d'où vient le chaos, si l'humanité veut survivre il lui faudra devenir raisonnable : elle n'aura pas le choix. Les puissants devront troquer leurs rêves de puissance pour des rêves plus substantiels, les dominés cesser de se laisser fasciner. Les philosophes n'ont jamais dit autre chose. Depuis Socrate, leurs discours parlent de l'intérêt qu'il y a à mener une vie raisonnable et de la compatibilité d'une telle vie avec le bonheur.

Claude Llena

155

Réfractions n° 9

Michelle Perrot, *les Femmes ou les silences de l'Histoire*

Flammarion, 494 p., 2001, 8,70 euros

Des archives et des livres d'histoire sont restés longtemps muets sur des femmes longtemps bâillonnées. Par la morale, par la religion. Nouvelles préoccupations sociales obligent, Michelle Perrot replonge dans les correspondances et les journaux intimes du XIX^e (dont ceux des filles de Marx) si précieux pour appréhender le quotidien des femmes privilégiées, rebelles autant que pieuses et silencieuses. La majorité des femmes, elles, ne nous apparaissent qu'en groupes au travers des registres publics, dans une lointaine rumeur : au lavoir, en grève contre la hausse des prix, en révolte collective certes mais loin des syndicats. Nombreux ont d'ailleurs été les militants socialistes qui, s'appuyant sur les théories de Proudhon, préfèrent

les voir au large des ateliers, de l'émancipation et des patrons concupiscent. Proudhon prônait la supériorité de la chasteté sur la sensualité, du travail sur le plaisir et voit dans la famille le meilleur moyen de domestiquer l'énergie libidinale pour orienter toutes les forces vers la production, parfaite illustration de la grande répression sexuelle. Étrange paradoxe que celui du corps d'alors ! Asservi aux lois religieuses, au soupçon et simultanément soumis au désir impératif du mâle. Perrot souligne aussi combien la lecture biologique du corps confond rôle social et vie privée. Un ouvrage dense et fluide qui rappelle que rien n'est jamais acquis à la femme.

Hertje



Jean-Louis Boireau, *William Godwin et le roman jacobin anglais, théorie politique et pratique romanesque*

Paris, Champion, 2002, 526 p.

Alain Thévenet, *William Godwin, des Lumières à l'anarchisme*

Lyon, ACL, 2002, 226 p.

L'année 2002 a vu paraître deux ouvrages majeurs sur W. Godwin, ce dont on ne peut que se réjouir en regard de l'oubli dans lequel cet auteur est tombé. Différentes dans leur approche et leur facture (l'une plus philosophique, attachée à restituer la pensée de Godwin dans son contexte intellectuel, l'autre plus politique, centrée sur l'homme et les passerelles entre sa pensée et l'anarchisme), ces deux études, loin de se limiter à l'exhumation d'un grand ancêtre oublié réussissent à établir un dialogue avec l'œuvre godwinienne et à réactiver des questions toujours présentes pour nous.

Le livre de J.-L. Boireau se présente à la fois comme un exposé raisonné de la philosophie politique de Godwin et une interrogation sur les liens entre théorie politique et roman; exposé situé doublement dans son contexte politique (l'intérêt de Godwin pour la Révolution française et son souci d'en divulguer les principes en Angleterre en réfutant les idées de Burke et critiquant celles de Paine) et philosophique : le dépassement des idées de Locke, Montesquieu et Rousseau (sur ce dernier voir *Réfractations*, n° 6 pp.19-33, Godwin et la critique radicale du Droit).

L'étude détaillée de *Enquiry concerning Political Justice* montre que ce texte est l'aboutissement radical de la philosophie des Lumières. Partant des éléments communs aux « matérialistes » de son temps – la reconstruction de l'ordre social sur la base de l'individu libre et rationnel, la philosophie du progrès et de la perfectibilité,

la priorité donnée à la raison de l'individu –, Godwin, en poussant rationnellement ces principes dans leur logique, procède à une critique radicale du pouvoir politique et du droit, et en arrive à subvertir les théories de Locke et de Rousseau. Le noyau de sa démonstration est que le politique, une fois échappé à l'emprise de la théologie, s'est constitué en sphère de rationalité autonome, séparé de la société, et ne se maintient que par la croyance que les individus lui accordent. Les progrès en raison de l'humanité (réalisés grâce à une éducation dont le but et le moyen sont l'éradication des préjugés sur lesquels tient la société actuelle et le déploiement de la nature de l'individu) rendront à terme inutile tout État et tout pouvoir politique, pour la simple raison que ces structures de domination ne reposent que sur le faible développement actuel de la raison, raison qui relève de la « perfectibilité ».

Cette thématique pourrait sembler bien lointaine voire désuète aujourd'hui, mais l'intérêt de sa réaffirmation est au moins double :

– Faire pièce au discours libéral dominant aujourd'hui. Celui-ci en effet (qui dans son essence est inchangé depuis ses origines), fonde sa critique des idéaux égalitaires et universalistes de la pensée radicale et progressiste sur le fait que ceux-ci, pour se réaliser, nécessitent la présence et l'intervention de l'État, ruinant ainsi la sacrosainte liberté de l'individu; or Godwin part des postulats communs aux libéraux et en arrive à des conclusions radicalement opposées : l'inutilité, la nocivité du droit et



de l'État. Godwin apporte la démonstration de la possibilité, fondée en raison, d'un ordre politique libre, sans État devenu alors superflu.

– Donner des bases philosophiques, un fondement théorique à une pensée libérale (même si ce n'est pas le but premier de ce travail). Toute une partie du travail de J.-L. Boireau consiste en effet à restituer à l'œuvre de Godwin un véritable statut philosophique, statut dénié par ses détracteurs qui, pour mieux le cantonner à un rôle d'utopiste naïf, de rêveur, disqualifiaient sa démarche et le sérieux de son argumentaire. Les répercussions de cette réhabilitation philosophique sont importantes, puisqu'elle donne un socle philosophique construit à la pensée d'une société sans État, faisant litière aussi de l'argument selon lequel individu et État seraient deux figures indissociables, historiquement et théoriquement, de la modernité, tout refus de l'État étant alors pré-moderne, renvoyant du côté plus primitif du communautarisme.

La deuxième moitié du livre de J.-Louis Boireau est consacrée à l'étude du roman de Godwin : *Caleb William*. L'étude du roman n'est ni gratuite, ni « non politique ». Godwin, fidèle à la priorité donnée à la raison individuelle et à ses potentialités, comptait sur l'éducation, pour éradiquer les préjugés qui maintiennent l'ordre dominant. Il va s'appliquer à lui-même cette méthode, traduisant en langage romanesque les principes de la *Justice politique* pour les vulgariser dans une population non acquise à la culture philosophique. À travers la fiction est posé (transposé) le problème du passage des principes énoncés dans la *Justice politique* à la réalité. Or *Caleb William* ne s'avère pas être une traduction limpide et optimiste des principes de la rationalité politique, mais au contraire un roman ravageur, qui

met en scène les résistances du réel à l'installation d'une société guidée par la raison, donc le mauvais devenir de cette raison d'où était censée venir une société juste; il s'avère là, que sur la base du libre développement donné à l'individu rationnel, on n'établit pas une société juste et heureuse...

Comment interpréter alors ce décalage entre philosophie et roman? On peut tout d'abord y voir la preuve que Godwin n'ignore rien des difficultés inhérentes à toute mutation sociale, et ne se fait donc aucune illusion sur la seule « bonne volonté » pour changer l'ordre des choses... Bref, il n'est pas cet optimiste naïf que l'on a voulu vilipender. Mais retombe-t-il pour autant dans une vision pessimiste de la nature humaine, telle qu'aucune lumière de la raison ne viendrait empêcher le retour d'un mal dont les racines alors dépasseraient la condition humaine?

Ce décalage renvoie certes au devenir de la Révolution française, au dérapage de la Terreur et semblerait signifier que le triomphe des Lumières ne peut que se payer du retour des Ténèbres. Mais J.-L. Boireau ne se cantonne pas dans cette interprétation qui voudrait que plus de lumières ne puisse engendrer que plus d'opacité, le supposé triomphe de la Raison ayant pour contrepartie l'inévitable retour de l'obscurantisme ou de la déraison, que toute maîtrise rationnelle des hommes sur leur devenir soit illusion, ou pire, transgression d'un ordre qui vouerait l'humanité à la répétition du même, à la fatalité du pouvoir.

Plus subtilement, l'auteur voit dans cette limite imposée à l'advenue d'un ordre social rationnel et juste dans le roman godwinien la découverte ou le pressentiment d'une réalité d'un autre ordre : celle



de l'inconscient; prescience des forces du çà, de l'inconscient qui rappelle que l'individu n'est pas que raison, et que sans être le jouet de forces extérieures qui le dépassent (le destin), sans être enchaînée à la fatalité du Mal, sans être déterminée par une transcendance, toute entreprise humaine doit se confronter à des limites, qui sont celles même de ses conditions de possibilité, et que la transparence liée à une maîtrise rationnelle n'est pas le registre dans lequel se déroulent nos actions ni l'histoire.

Si donc ici les lumières, quand elles rencontrent le réel débouchent non sur les ténèbres mais sur l'émergence de l'inconscient, c'est à un autre parcours que nous convie A. Thévenet qui va des Lumières à l'anarchisme.

Plus orienté vers le mouvement entre la vie de l'homme Godwin et son œuvre, attentif à la façon dont les événements contemporains ont infléchi sa pensée, le travail d'A. Thévenet a clairement pour originalité de tisser des liens entre pensée godwinienne et anarchisme. Liens qui ne vont pas de soi.

Les penseurs classiques de l'anarchisme nous rappelle-t-il, Proudhon et Bakounine, ignorent en effet complètement Godwin. A. Thévenet resitue de façon éclairante les raisons de cette non-filiation directe entre Godwin et les théoriciens anarchistes, ceux-ci ayant construit leurs théories au XIX^e siècle dans un contexte rapidement plus influencé par l'hégélianisme que par les Lumières françaises (nous ajouterions que la question est identique pour un P. Leroux dont le peu de succès s'explique aussi par cette domination de l'hégélianisme dans les débats des « réformateurs » et cet « oubli » du XVIII^e siècle), et très vite centré sur les querelles

avec Marx. Et pour ce qui est de l'héritage historique, ces théoriciens se référaient surtout au mouvement politique des Enragés pendant la Révolution française.

C'est pourquoi l'essentiel de la démarche d'A. Thévenet est de chercher sur un plan plus théorique les affinités existant entre thèses godwiniennes et principes libertaires. Il reconnaît l'approche anarchiste chez Godwin à trois traits : le refus des évidences, des choses telles qu'elles sont, le refus du pouvoir auquel elles prétendent, et enfin aux liens à établir entre spéculations intellectuelles et considérations sur l'amélioration du sort humain. Mais l'accent est surtout mis sur les vues godwiniennes en matière d'institutions politiques, leur souplesse qui les rapproche des conceptions anarchistes (pas de structures durables contraignantes, mutabilité des formes, petites assemblées, refus de la représentation, etc.) et sur le rôle politique de l'éducation dans la théorie godwinienne, sur la confiance accordée dans le libre développement de la nature de l'individu. Nature qui, si elle n'est pas entravée par le conformisme des préjugés, rejoint la raison. Le rôle central de l'éducation dans le dispositif godwinien est ici une pièce maîtresse de l'exposé. Ainsi A. Thévenet s'interrogeant lui aussi sur les échecs de la raison à transformer le monde dans *Caleb William*, y voit surtout le poids encore trop important des préjugés. Ce serait les limites d'une éducation trop peu développée encore qui rendrait compte de l'impossibilité d'une société acquise aux principes nouveaux. Ce qui par la suite expliquerait l'insistance plus grande, la part plus importante donnée au rôle de l'éducation par Godwin dans les éditions ultérieures de la *Justice politique*. Sans doute. Mais c'est, à notre avis, sur les liens entre nature et raison sur lesquels il convient de s'attarder un peu. Car cet



intérêt pour les relations établies entre nature et raison tant dans l'œuvre de Godwin que dans les lectures qui nous sont proposées aujourd'hui, recouvre bien évidemment un enjeu, celui du changement de société, moins de ses modalités concrètes que de ses possibilités théoriques, de ses conditions de pensée.

Dans cet aveu souligné par nos deux auteurs des limites rencontrées par les efforts de cette Raison godwinienne à établir un ordre juste et libre, dans cette faille godwinienne, ne peut-on pas trouver matière à interrogation... au-delà de ce simple constat des limites, des difficultés à extraire le préjugé de l'esprit des contemporains ? Si la belle raison se heurte à « de la résistance » dans ses tentatives d'application, ne serait-ce pas parce que raison et nature ne sont pas deux termes qui se recouvrent, et qu'entre raison et nature humaines, du moins dans leur relation à un processus de création, d'institutionnalisation, interfère quelque chose qui appelle une solution de continuité, c'est-à-dire le symbolique ? Et dont Godwin aurait eu l'intuition dans le passage à la fiction ?

En effet, les doctrines de la perfectibilité de la raison et d'une nature humaine identifiée au déploiement de sa propre dynamique achoppent sur ce que l'on pourrait appeler les mécanismes de la servitude volontaire à l'œuvre dans la société, bien au-delà des mécanismes tangibles et institutionnalisés de domination. Il semble donc que l'on soit là en présence d'une dimension dont Godwin a eu l'intuition, dimension de l'inconscient, du symbolique, mais que les outils théoriques à sa disposition ne lui donnaient pas la possibilité de traiter.

C'est peut-être à travers ces questions que se révèle pour nous le côté vivant et actuel

de la pensée godwinienne. Si sa critique de la propriété, sa foi dans les Lumières peuvent paraître datées, sa critique de l'État et du droit importante pour nous mais un peu trop formelle, il semble que l'indication de ce lieu (le décalage entre les projets ou les principes et leur effectuation, leur réalisation dans la société) comme lieu problématique, lieu « vide » si l'on peut dire, témoigne d'une dimension utopique (au sens de Louis Marin) de son œuvre. Utopique au sens où il s'agit d'un lieu vide, que les possibles à venir peuvent investir.

En effet cette limite à penser les mutations de société ne s'oriente pas ici vers l'amorce d'une philosophie de l'histoire (comme chez un Condorcet par exemple), mais pose « en creux » le problème de l'institution d'une société, dans le sens que Castoriadis donne à ce terme. Question ouverte et qui s'impose après la lecture de ces deux ouvrages, qui dessinent alors des lignes pour les réflexions à venir, comme des jalons pour une anthropologie politique critique, libertaire ? Pourquoi pas...

Monique Boireau-Rouillé

Les éditions Agone successivement victimes du silence des médias et du feu (destruction dans la nuit du 29 au 30 mai du hangar de leur distributeur (Les Belles lettres, situé en Normandie) : 3 millions de volumes partis en fumée dont 92 % du stock d'Agone, soit 52 000 livres. Structure indépendante, éditeur notamment de Chomsky, Bourdieu, Wacquant, Halimi, Baillargeon, Dagerman, Borislav Pekic, etc., Agone a besoin de notre soutien tant matériel que moral. Site : www.agone.org.

Courriel : info-agone@atheles.org





Georges Brassens (recueil composé par Janine Marc-Pezet)

Lettres à Toussenot 1946-1950

Paris, éditions Textuel, 2001, 224 p., 21,19 euros

À l'occasion du 20^e anniversaire de la mort de Georges Brassens pas moins de vingt-trois livres (d'après une comptabilité tenue par notre camarade Philippe Équy du CIRA de Marseille) ont été publiés. Parmi ceux-ci les *Lettres à Toussenot 1946-1950*, recueil composé par Janine Marc-Pezet, est certainement l'ouvrage qui, pour nous libertaires, est le plus enrichissant au regard de l'engagement militant du poète.

Monté, suite à une affaire de cambriolage, de Sète à Paris en 1940, alors qu'il n'a pas 19 ans, Brassens est réquisitionné par le STO dans une usine en Allemagne, dont il se fera la belle en 1944, pour atterrir impasse Florimont à Paris dans le XV^e. C'est là, dans la maison de Jeanne Le Bonniec (*la Jeanne*) et de Marcel Planche (*l'Auvergnat*), que Brassens se consacrera entièrement à l'écriture et qu'il rencontrera tout le petit monde qui gravite autour du journal *le Libertaire* (l'ancêtre du *Monde libertaire*).

Comme le soulignait Henri Bouyé dans un article du *Monde libertaire* de mai 1998 (inséré dans la brochure « les increvables anarchistes », volume VIII, éditions du Monde libertaire/Alternative libertaire, Belgique), « c'est au début de l'été 1946 que Georges Brassens prendra contact avec les anarchistes. J'étais alors secrétaire général de la Fédération anarchiste et coresponsable à la rédaction de son journal ». C'est à partir d'un premier article, « au contenu vachement anti-flic », paru dans *le Libertaire* que le courant passera entre les deux hommes, Brassens acceptant même l'idée d'une collaboration occasionnelle ou suivie à la rédaction du journal. Durant deux ans, entre 1946 et 1947, il écrira ainsi

une vingtaine de chroniques vitriolantes signées de divers pseudos (Geo Cédille, Georges Charles, Pépin Cadavre, Gilles Colin). Georges Brassens deviendra d'ailleurs membre puis secrétaire du groupe anarchiste de Paris XV^e. En 46-47, l'impasse Florimont, c'est également, outre la rencontre avec Bouyé, André Larue, Louis Lecoin, Émile Miramont (*Corne d'auroch*), Marcel Renot, Armand Robin et... Roger Toussenot.

Né en 1926 et mort en 1964 à Lyon, Roger Jules Albert Toussenot, de famille modeste, côtoie dès son plus jeune âge les milieux syndicalistes. Malgré sa vive intelligence, la guerre mettra un terme prématuré à ses études. En 1946, il fréquente *le Libertaire* : la rencontre de Toussenot, le philosophe, et Brassens, le poète, se fera au siège du journal : ils deviennent amis. De cette profonde amitié libertaire les très nombreuses lettres de Georges à Roger couvrant la période du 2 octobre 1946 au 20 mai 1952, rassemblées dans le recueil, portent la trace. Retrouvées chez le secrétaire de Georges Brassens, elles ont été conservées puis dactylographiées par Roger Toussenot qui les conservait sans doute en vue d'une éventuelle publication.

Les difficultés rencontrées par Brassens pour placer les articles de son ami Toussenot au *Libertaire* sont en grande partie à l'origine de la rupture du poète avec le journal : elles marquent en tout cas la fin de sa période militante. Sur cette dernière, les lettres de Brassens sont particulièrement éclairantes :

« Il ne faut pas m'en vouloir. Ce n'est pas ma faute si la semaine dernière tes



articles sur Mauriac et Raimu ont été évincés. J'avais l'intention bien arrêtée de les passer... J'ai dû m'incliner, car, quoique responsable du *Libertaire*, je ne puis satisfaire tous mes goûts personnels. Néanmoins, je compte pouvoir accorder à tes écrits une place dorénavant plus grande. Tu es l'un des rares qui savent encore écrire en français. »
2 octobre 1946.

« La semaine prochaine, nous essayerons de publier ton étude sur le style, et cela me coûtera une formidable engueulade de la part du comité national (car il existe un comité national !) qui est assez réfractaire aux choses du cinéma, ainsi qu'à celles de l'Esprit d'ailleurs... Excuse-moi de te raconter tout cela qui évidemment ne te concerne pas, mais il y a des moments où, exténué par la stupidité bourbeuse de nuées de cuistres opiniâtres, on est obligé de faire appel à des hommes dont les facultés intellectuelles ne sont pas en froid avec la subtilité. »
24 octobre 1946.

« Je ne suis plus responsable du *Libertaire* depuis lundi soir... T'expliquer les raisons qui ont motivé ma démission serait trop long et trop compliqué par lettre... Je t'avoue, qu'au fond, j'en suis soulagé : ma vie n'était plus tenable et les attaques des imbéciles m'épuisaient... Ils ont de l'art de la pensée une conception abécédaire et bourgeoise (au sens où l'entendait Flaubert : "J'appelle bourgeois quiconque pense basement") ». 12 janvier 1947.

De son départ du *Libertaire* jusqu'en 1952, date de son lancement dans le monde de la chanson (cabaret de Patachou, premier Olympia), Georges Brassens n'aura de cesse, dans des conditions matérielles précaires, d'enrichir son écriture par les mul-

tiples lectures que lui conseille son ami Roger. À cet égard, la lecture des lettres, truffées de citations, témoigne, au-delà de leur caractère intimement libertaire, d'une création poétique en train de se construire. En mars 1954, Roger Toussenoit dressera un magnifique portrait de son ami :

« Que Georges Brassens soit un grand poète, sa célébrité actuelle ne saurait me l'apprendre. Je connais son génie depuis le jour où je l'ai rencontré quai de Valmy (siège du *Libertaire*, ndlr). Jamais homme vivant et lyrique abstrait ne m'a autant bouleversé. Il est seul. Cette voix étrange contient toute la tristesse tragique de la profondeur de Villon, la pitié philosophique de Shakespeare et l'ardente poésie du sentiment anarchiste. Cet homme qui chante la révolte est un doux. Ce pur poète, si dignement dépouillé, est une Conscience. »

Quel plus bel hommage pouvait-on rendre à Brassens ?

Bernard Hennequin



Reinaldo : L'étrange cas de l'orteil en érection (sculpture sur bois).

Photo Christian Larrieu



Michel Warschawski, *Sur la frontière*, Stock, III, 2002

Voici un livre dont il est difficile de rendre compte. Il existe peu de chose dans la littérature anarchiste sur Israël. Cela a toujours semblé un sujet difficile à traiter. Il fallait éviter l'écueil de l'antisémitisme. Le spectre de la Shoah traînait, pas loin. Et, de surcroît, c'était le seul endroit de la planète où des formes de collectivisation existaient hors du système soviétique. Ce livre nous délivre de tous ces dangers. Il n'a pas été écrit par un anarchiste ; pour autant, nous pouvons nous reconnaître dans les luttes qu'a menées ce trotskiste tendance LCR. Écrit par un autre, on pourrait crier à l'antisémitisme, mais l'auteur est un Français strasbourgeois¹, émigré en Israël en 1967 pour y faire des études talmudiques et qui, face à la réalité de la société israélienne, change de motivations, se lance dans l'action politique et devient un des leaders du groupe Matzpen qui fera beaucoup parler de lui, étant le seul à critiquer la nature coloniale de l'État d'Israël. Le récit de son combat ne surprend que par l'endroit où il est mené, c'est-à-dire ce que l'on considère dans nos régions comme le pays le plus démocratique du Moyen-Orient, Israël. Warschawski y décrit la fin d'un monde et le désarroi dans lequel cela le plonge. À ceux qui lui demandent quand donc il va partir, il répond : « Je ne suis pas un déserteur... Mais cette réponse est évidemment insuffisante et donc fautive. Ai-je le droit de laisser Tabila [sa fille] sur un bateau qui semble foncer vers la catastrophe ? » L'auteur raconte comment il a lutté pour changer le cours des choses de 1967 à l'assassinat de Rabin. Comment debout « sur la frontière »², il s'est battu en affirmant sa solidarité avec les Palestiniens niés par un État impérialiste. En parlant de ses amis, il dit : « En refusant le confort, ces quelques dizaine d'hommes et de femmes ont sauvé l'âme du peuple d'Israël. » Voilà dans quelle

contradiction M. Warschawski se débat. Ce qui nous intéressera plus particulièrement c'est l'analyse de l'évolution de la société israélienne. L'assassinat de Rabin, le 4 novembre 1995, marque, dit-il, la fin d'une époque : « La périphérie prend le pouvoir. » Et, en Israël, cela veut dire que ceux qui étaient exclus du pouvoir, les juifs d'origine arabe et les religieux, ont fait cause commune et ont pris place dans la lutte acharnée de ceux qui se réclament des fondateurs d'Israël. En caricaturant, on peut parler de revanche des Sépharades sur les Ashkénazes. Ces derniers avaient créé un État pour se défaire de l'image du « juif » qu'ils traînaient avec eux depuis des siècles.³ Le mépris qu'ils avaient pour les juifs européens était sans bornes.⁴ Ils sont les héritiers d'un monde qui a disparu définitivement, celui de l'utopie totalisante qui voulait construire un homme nouveau. Pour autant, si la périphérie s'est emparée du gouvernement elle n'a pas le pouvoir. Médias, institutions, économie sont toujours aux mains des vieilles élites. On a pu lire récemment dans *Libération* une interview d'un ministre rabbin, qui faisait de la presse une analyse que n'aurait pas rejeté Le Pen, ce dernier aurait juste ajouté qu'elle était aux mains des juifs, ce qui dans notre cas allait de soi. Comment en est-on arrivé là ? Comment « la frontière érigée entre le passé diasporique et le présent moderne est-elle devenue une muraille de haine et de terreur réciproque » ? M. Warschawski met en cause le profond « mépris des sionistes envers la religion et les religieux qui n'avait d'égal que la haine que leur vouaient ces derniers ». À ce mépris des autres, il ajoute l'absence d'un courant véritablement laïque en Israël. C'est cette contradiction insoluble entre la volonté de construire quelque chose de nouveau et les raisons historico-religieuses du lieu de cette



construction qui laisse la place à ceux qui disent aux fondateurs et à leurs descendants : « Vous avez été les outils de la volonté divine et, avec vos armes, vous avez créé un État pour les juifs. À nous maintenant de lui donner un contenu. »⁵ Dans le contexte actuel, avec Bush comme boufefeu et Sharon comme pousse-au-crime et Saddam Hussein comme victime complaisante, on peut dire que notre région est entrée dans l'œil du cyclone. Dans un article du *Monde*⁶, un universitaire démontre les trois légitimités d'Israël, qui peuvent s'énoncer telles quelles : la légitimité des frontières d'Auschwitz, la légitimité de la promesse divine et le fait accompli. Dans le cadre de cette sorte de folie rationalisée⁷, l'auteur avance qu'Israël a le droit impérieux de protéger ces « frontières d'Auschwitz, y compris au moyen de l'arme ultime ». Nous nous trouvons, en tant qu'anarchistes, devant un problème somme toute assez simple quant à sa formulation : jusqu'où la demande de reconnaissance de sa propre altérité est-elle légitime ? On peut arguer du cas « caricatural » que pose Israël, mais on ne peut l'évacuer tel quel. La question juive n'a pas fini de nous obliger à regarder le néant en face.

Pierre Liebrecht

1. M. Warschawski trace un portrait du mode de vie de la communauté juive strasbourgeoise qui éclaire le comportement de cette partie de la population mais ne la rend pas moins étrange pour autant.

2. Warschawski réfléchit au début du livre sur le concept de frontière. Il en fait l'éloge. C'est pour lui l'endroit où il faut être. Les juges, lors de son procès pour collaboration avec les Palestiniens, lui ont reproché « d'être sur la frontière ». Il se veut un passeur. Cette notion me fait peur. Je pense qu'au lieu d'être sur la frontière, il faut lutter pour qu'elles disparaissent. Pour l'auteur, elles sont liées, semble-t-il à l'existence même et à la nature d'Israël.

3. À cet égard le livre de Soljenitsyne est fort éclairant, les juifs, sous entend-t-il, auraient ruiné la Russie par le commerce de la vodka.

4. Voir Tom Segev, *le Septième Million, les Israéliens et le génocide*, éditions Liana Levi.

5. Un Israélien écrit : « Le résultat des élections de 1996 a signifié pour le judaïsme religieux le signe de la victoire. La certitude messianique s'est encore affermie. À l'avancée vers la rédemption par la conquête de territoires et la venue d'un certain messie s'ajoute une nouvelle avancée : celle du retour à la foi du peuple d'Israël. » E. Rachlevsky, *Messiah's Donkey*, 1998.

6. *Le Monde*, 19 août 2002, « Les trois légitimités d'Israël », Dan Diner, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem et directeur de l'institut Simon-Dubnow pour l'histoire et la culture juive de l'université de Leipzig.

7. Mais très conforme à la légitimité des autres nations, des morts à la guerre, durant les révolutions ou les résistances passées, l'histoire du pays avec H majuscule, et le fait de son existence *hic et nunc*.

163

Réfractions n° 9

Jacques Tardi, *le Cri du Peuple*

l'Espoir assassiné, Casterman, 2002, 88 p., 18 euros

L'encre du polar et de la révolte libertaire coule toujours plus noire dans les veines de Tardi. Et sur les planches de *l'Espoir assassiné*. Ce second volet du *Cri du peuple*, un triptyque en noir et blanc, déroule sur fond de *Mystères de Paris* les rues barricadées, envahies par une foule assoiffée de liberté. Des scènes qui s'épanouissent en format large, à l'italienne, et dans une utilisation généreuse de noir, à traits ronds et évocateurs ; poursuivant ainsi le plaisir du premier tome salué lors du festival de la BD d'Angoulême 2002. Dans ces cases où

résonnent tout à la fois les idées d'égalité sociale et d'émancipation et les plans de vengeance et d'arnaques foireuses, on croise pour la récréation des neurones ce filou de Fil-de-fer et Jules Vallès, le père du *Cri du peuple*, célèbre journal communard qui donne son nom à cette série dessinée. Les bordées d'argot achèvent de nous absorber dans le récit et de nous faire gueuler : « C'est la canaille, eh bien, j'en suis ! »

Hertje



Collectif du Groupe d'étude et de recherches sur les mondialisations (GERM) ***Dictionnaire critique de la mondialisation***

Le Pré aux clercs, Paris, 2002. 425 p., 20 euros

Fondée en 1999, le GERM est une association à but non lucratif œuvrant dans les domaines de la recherche, de l'éducation et de la formation, représentée dans une cinquantaine de pays et une centaine d'institutions universitaires, culturelles et scientifiques.

Il a pour objectif de faire progresser la recherche pluridisciplinaire sur les mondialisations, de former les étudiants et les professionnels de tout secteur pour une meilleure maîtrise des processus en gestation à l'heure actuelle. En moins d'une décennie, en effet, la mondialisation s'est imposée comme un lieu commun du débat public. Il semble urgent de s'interroger au plus vite sur les enjeux et la multiplicité des processus à l'œuvre derrière ce concept de « mondialisation ». Dans cette optique, le GERM a publié en janvier 2002 un dictionnaire critique de la mondialisa-

tion regroupant les articles de 88 chercheurs, universitaires, écrivains, artistes, pédagogues et étudiants originaires de quarante pays.

Cette diversité d'approche constitue un indispensable outil de réflexion destiné à favoriser l'appropriation critique des enjeux et perspectives de ces mutations. Arts et cultures, éducation et justice, conflits et identités, économie et inégalités, environnement et santé, sociétés et communication, etc., voilà quelques-uns des principaux domaines où s'opèrent les mondialisations en cours que recense ce dictionnaire critique. Pour plus d'information, on peut visiter le site <http://www.mondialisations.org> du GERM qui propose des informations et des analyses sélectionnées rédigées par son réseau.

Claude Llana

Philippe Boursier et Philippe Chailan, *Capitalisme et écologie*

éd. Écologie sociale, 2001, 200 p., 14 euros

Les auteurs en rupture du mouvement écologiste institutionnel sont les animateurs du mouvement de l'écologie sociale (contacts : <http://perso.wanadoo.fr/écologie.sociale> ou Arguments pour une écologie sociale, BP 642-85016 La Roche-sur-Yon cedex).

Cet ouvrage organisé en trois parties (écologie et capitalisme, écologie sociale ou écologie gouvernementale, écologie et mondialisation) montre à travers une présentation claire et une réflexion structurée que le questionnement écologiste doit remettre catégoriquement en cause le

modèle capitaliste. Si l'on s'en remet aux écrits d'Elisée Reclus et/ou de René Dumont, il apparaît que la critique de la dynamique contemporaine des firmes multinationales et l'évolution monopolistique du capital est à la base des problèmes écologiques de la planète. La remise en question de l'économisme et de la course à la croissance est un impératif absolu : « L'utopie ou la mort... »¹

Cl. L.

1. Titre de l'ouvrage de René Dumont paru au Seuil en 1973.



Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit*, éd Ab Irato, 2002, 78 p., 6 euros

L'image qui vient classiquement à l'esprit de ceux qui n'ont qu'une vision simplifiée de la « crise révolutionnaire » de 1978-1979 en Iran, qui vit l'effondrement du régime despotique du shah au profit des fondamentalistes musulmans de rite chi'ite, c'est celle de l'ayatollah Khomeiny proclamant : « Personne, sauf Dieu, n'a le droit de gouverner quelqu'un ou de légiférer, et la raison suggère que Dieu lui-même doit former un gouvernement pour le peuple et légiférer. Les lois ne sont que les lois de l'islam. » Vision tronquée que corrige Serge Bricianer (1923-1997), partisan du « communisme de conseils »¹, en rappelant que la révolution iranienne n'a pas été une simple crise mais a constitué « un mouvement de masse qui pour la première fois au monde a vu un peuple aux mains nues balayer l'une des plus puissantes armées du monde... L'effondrement du pouvoir central et l'esprit révolutionnaire du moment avaient créé les conditions de l'émergence d'organisations populaires de base. Des centaines de comités se répandirent ainsi spontanément partout dans le pays avec pour but d'assurer les besoins immédiats du peuple et d'étendre la lutte contre l'ancien régime ».

Citant Anton Pannekoek : « Cette forme d'organisation nouvelle – les conseils – ne peut elle-même être créée que dans le processus révolutionnaire par les travailleurs en train de se radicaliser », il estime que la classe ouvrière – qui représentait alors un quart de la population active –, en se constituant en conseils à travers tout le pays, a été « l'outil principal de la lutte populaire qui détruisit le régime du shah ». Ce sont ces conseils qui, sans se préoccuper des syndicats et des partis de gauche², ont constitué la structure

organisationnelle de la grève générale, organisant tant la distribution de vivres et de médicaments que les communications à l'intérieur du pays – alors que radios, télévision et journaux ne fonctionnaient plus – avant d'être repris en mains puis dissous par le réseau des mollahs. En effet, les fondamentalistes religieux ne s'opposent pas à la modernisation économique et technique, mais à la modernisation sociale qui marginalise le rôle de la religion en la cantonnant à la sphère privée. Dès le 7 mai 1979, Khomeiny proclame que « ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison plus que les assassins de l'ancien régime », et le 5 juillet amnistie la police, la sinistre Savak. La boucle est bouclée.

Il n'empêche que pendant plusieurs semaines la révolution conseilliste a été à l'ordre du jour en Iran, page oubliée de l'histoire que Serge Bricianer nous a fort opportunément rappelée : « L'expérience n'existe pas tant qu'elle n'est pas pensée par ceux qui la vivent, et inversement toute action sociale implique une pensée. »

Jean-Jacques Gandini

1. Dans sa post-face, Charles Reeve rappelle qu'il a participé après mai 68 à la rédaction de la brochure d'ICO, *la Grève générale en France*, et a publié en 1969 aux éditions EDI *Pannekoek et les conseils ouvriers*. L'actuelle brochure fait partie d'un manuscrit de plus grande envergure consacré à l'islam que sa mort prématurée, d'un cancer du poumon, l'empêchera de mener à terme.

2. Notamment le parti communiste Toudeh qui crut pouvoir mener un double jeu avec le parti des mollahs avant de se retrouver proscrit et quasi-annihilé.



Annelise Maugue, *l'Identité masculine en crise au tournant du siècle*

Petite Bibliothèque Payot, 235 p., 1987, 2001, 8,54 euros

« Le sexe mâle est le produit final de l'élaboration embryonnaire pour une destination supérieure. » Cette phrase de Proudhon s'ajoute aux romans et aux essais misogynes signés, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, par Zola, Anatole France, Mirbeau, Maupassant, ou encore Auguste Comte. Biologistes, médecins, sociologues, philosophes théorisent alors avec virulence la subordination des femmes en réaction aux avancées pratiques ou symboliques qu'elles engrangent de 1871 à

1914, dans une période de relative stabilité. D'une plume mouillée d'humour, Annelise Maugue, spécialiste des représentations mentales et culturelles, dévoile ce qui apparaît en filigrane de ces écrits : non pas le visage des femmes mais celui d'une identité, d'une autorité masculine en crise. L'auteur souligne que des anciens statuts subsiste encore une habitude de questionner, examiner, conseiller les femmes quand les hommes continuent de se vivre en sujet plutôt qu'en objet.



Reinaldo : Spermatozoïde de footballeur qui donne un coup de tête à la pilule (sculpture sur bois). Photo : Christian Larrieu

Xavière Gauthier, *Naissance d'une liberté*, Laffont, 2002, 437 p., 24,36 euros

Devoir de mémoire naturel à Xavière Gauthier, la biographe de Louise Michel, *Naissance d'une liberté* se décrypte comme le tableau d'un XX^e siècle de combat pour l'avortement et la contraception. Mais il se lit aussi comme une mise en garde face aux femmes qui, comme l'ex-députée UDF et consultant auprès du Conseil pontifical, Christine Boutin, affirment que l'interruption volontaire de grossesse détruit la femme. Avec force exemples poignants, l'auteur rappelle que, dans cette opération, le vrai danger réside dans le manque d'hygiène et de formation, la clandestinité et l'opprobre. Xavière Gauthier souligne également le rôle de pionniers joué au XIX^e par les anarchistes face au natalisme de natio-

nalistes en manque de soldats ou face à celui de capitalistes en manque de main d'œuvre bon marché avant d'épingler l'attitude réactionnaire du parti communiste, en la personne de Jeannette Vermeersch, récemment décédée. Maurice Thorez, son époux, claironnait le 1^{er} mai 1956 : « Le petit-bourgeois désespère de son avenir et cherche le salut dans la limitation des naissances. L'ouvrier, lui, sait que sa classe triomphera : aussi est-il l'ennemi absolu du néomalthusianisme. » Et de pointer enfin que les femmes ont acquis le droit de vote avant celui de la contraception car il ne remettait pas en cause l'autorité du mari. Quand la pilule, elle, faisait surgir le spectre du cocuage et de l'autonomie.



**Florence Amalou, *le Livre noir de la pub*
*Quand la communication va trop loin***

Stock, 330 p., 18,60 euros

Partant du constat que chacun de nous est exposé en moyenne à mille messages commerciaux par semaine, Florence Amalou, journaliste au *Monde*, enquête. Garants de la liberté démocratique et du choix du consommateur pour les uns, intrus pour les autres, les publicitaires inventent des maladies, s'associent aux partis politiques, se glissent dans les services publics tels que La Poste, imposent et maintiennent des stéréotypes

machistes ou coloniaux obsolètes. Et prétendent que, dans une démocratie, il n'y a ni opinion manipulée, ni volonté de manipulation : « L'homme est libre car informé. » Touche finale, la journaliste dévoile la surveillance de notre vie privée que les pros de la pub mettent en œuvre pour satisfaire ou créer des besoins intimes.

Hertje

Patrick Declerck, *les Naufragés. Avec les clochards de Paris*

Plon, coll. Terre humaine, 458 p., 23 euros

Commençons par la fin, par la réponse de Patrick Declerck à Jean Malaurie, le directeur de la collection Terre humaine, créée il y a environ cinquante ans. Il faut dire que cette « postface » circulait de mains en mains, sous forme de photocopies, et que ces moins de vingt pages sont un morceau d'anthologie, un texte magnifique qui m'a incité à acheter et à lire le bouquin.

D'abord, Patrick Declerck s'y déclare anarchiste. Je sais que cela devient une manie dans des milieux pourtant bien éloignés des nôtres. Nous avons les « anarchistes de droite », façon Céline, nous avons maintenant des hommes politiques de droite et une ministre qui se donnent du « libertaire ». En 1936, en Espagne, nous avons bien eu des anarchistes ministres ! Patrick Declerck n'est pas un anarchiste en carte, il n'appartient à aucune de nos organisations, à aucun de nos groupes ; cependant, nous nous garderons de lui contester l'étiquette. Philosophe de formation, psychanalyste et ethnologue, c'est un homme de terrain ; il a travaillé dans la rue, dans les

gares et les centres d'hébergement, se mêlant aux clochards, aux SDF, aux naufragés de la vie. Cela pendant une quinzaine d'années. Le témoignage qu'il en ramène est terrible, désespérant. Pour lui, les clochards sont essentiellement des victimes de la société et des lois, des sacrifiés du marché du travail et de ses contraintes impossibles à assumer tellement ces malheureux ont dégingolé la pente, des exclus sans avenir que l'extrême pauvreté plonge dans l'alcoolisme. Nous pensions ne rien ignorer de la description... Oui, on a tant de choses plus captivantes à quoi penser ! À étudier de plus près leurs comportements si désagréables (ils puent, ils boivent, ils gueulent, ils se tiennent mal, ils font peur), on pourra comprendre qu'ils se révoltent contre cette vie pourrie qui est la leur, sans espoir d'en sortir, vie qu'ils haïssent et, pourtant, qu'ils rêvent différente. P. Declerck entend dépasser le niveau du simple témoignage par une « tentative de conceptualisation anthropologique et psychanalytique de cette effroyable réalité humaine », « seule la pensée permet



d'échapper vers le haut au chaos indifférencié de l'expérience et de l'affect. »

Declerck est un athée que l'immense bouche-rie des êtres, qui se perpétue depuis la nuit des temps, horrifie, que la condition humaine révolte, tout être étant condamné à une irrémédiable destruction. « Le monde est sans issue. Il n'est pas d'alternative entre le bien et le mal. Il n'est que l'implacable obligation de bricoler sans fin entre différents maux incommensurables. »

Et Declerck se console à la lecture des philosophes grecs, à leur volonté d'intelligence de la nature des choses, de l'ordre du monde pour atteindre une sorte de joie spinozienne, une extase, un ravissement dans la contemplation de ce monde, *malgré tout*. Declerck, un être « sensible », pense que l'humanité est une tentative ratée de l'évolution darwinienne vouée à un échec inéluctable car incapable de maîtriser ses pulsions de mort : la pollution galopante finira par détruire la planète. De même que les abus d'alcool, de tabac, de nourriture, d'absence de nourriture...

Et là nous revenons à notre propos essentiel, aux clochards que Declerck ne déteste pas plus que les autres hommes. Sa pratique : maintenir la bonne distance qui permet de soigner : en 1986, il ouvrit la première consultation d'écoute destinée aux SDF en France. Se sent-il tellement éloigné de ces paumés de la vie, protestataires à leur manière de la condition qui leur est faite ? Au fond, ces clochards qui, de fait, refusent de s'intégrer à ce monde auraient peut-être bien envie de le détruire. Il semble communier avec eux dans une horreur partagée. Aucune idéologie, aucune solution collective ne trouve grâce aux yeux de l'auteur. S'il se dit anarchiste, c'est sans trace aucune d'espoir

révolutionnaire. Pourtant, il se corrige, considérant sa position comme incomplète et réaffirmant l'« irréductible exigence de la solidarité éthique avec les autres hommes ». Aurait-il lu *l'Entraide* ou *l'Éthique* de Kropotkine ? Disons-le, Declerck est un homme contradictoire et attachant qui s'entête, comme les clochards qu'il a fréquentés, à « vouloir rêver autre chose ».

Pour Declerck, seul son livre présente un intérêt, pas sa personne. On risque de l'oublier. Il nous faut donc revenir au début, et nous plonger avec lui dans l'enfer. Cet enfer que nous côtoyons au jour le jour, prenant garde à l'endroit où nous posons nos pieds, avec une indifférence feinte (on s'habitue à tout!), quand nous nous enfonçons dans les couloirs du métro, quand nous marchons sur les trottoirs en zigzagant entre ceux qui font la manche, évitant les odeurs, regardant ailleurs. Que faire, en attendant le monde de justice que nous prétendons établir ?

Declerck, tout simplement (c'est un réformiste, sûr!), demande une sorte de salaire universel pour tous ces exclus de la vie. Surtout, que l'on cesse de vouloir leur réinsertion à tout prix. Les efforts des travailleurs sociaux, toutes catégories confondues, sont inutiles (nous ferions ainsi l'économie des activistes de la charité, ceux qui veulent faire le bonheur des gens malgré eux) et malsains (son discours à ce sujet est plutôt radical), acceptons les « malheureux » comme ils sont, donnons-leur une vie la moins mauvaise possible sans exiger quoi que ce soit en retour. Les bien-pensants crieront que l'on va encourager ainsi la paresse... Mais c'est un droit, savez-vous !

André Bernard

La revue « Réfractations » a été imprimée sur les presses de SARL Atelier 26, 26270, à Loriol, en novembre 2002